

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS : DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR
TOUS D'ICI 2027 - 7ÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 1ER RAPPORT**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION.....	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....	9
Annexe 1 : Protocole d'accord transactionnel avec le Studio Isabelle DAERON.....	10
Annexe 2 : Protocole d'accord transactionnel avec la société BC.N.....	12
Annexe 3 : Protocole d'accord transactionnel avec la société CESA.....	14
Annexe 4 : Récapitulatif des affectations.....	16
Annexe 5 : Convention de financement avec la Fondation du patrimoine.....	18

EXPOSÉ DES MOTIFS

Dans le cadre de la septième année de mise en œuvre du plan d'urgence pour les lycées franciliens (PPI 2017-2027) voté par l'assemblée régionale par délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 et révisé par délibération n° CR 2021-012 du 4 février 2021, il est proposé à votre approbation, au titre du premier rapport de l'année 2023, trois protocoles d'accord transactionnels, l'affectation d'autorisations de programme au titre des travaux dans les EPLE ainsi qu'une convention de financement avec la Fondation du patrimoine.

1. Protocole d'accord transactionnel avec la société Studio Isabelle DAËRON

Par la délibération n° CP 2020-349 du 23 septembre 2020, la Région a approuvé le lancement d'une procédure avec négociation pour concevoir par une démarche de design, le Centre de Documentation et d'Information « du futur » des lycées franciliens. Le marché afférent a été notifié au groupement conjoint Studio Isabelle Daëron (mandataire du groupement), Cyril Afsa, Costanza Matteucci et le Cabinet Conseil Vincent Hedont en date du 21 juin 2021 pour un montant de 79 185 € HT.

La tranche ferme du marché était décomposée en plusieurs phases : rédaction de préconisations fonctionnelles, élaboration d'un avant-projet (AVP), rédaction d'une phase projet (PRO) et contrôle de la fabrication des prototypes.

Plusieurs difficultés sont apparues dans l'exécution du marché.

Par courrier de son conseil en date du 15 mai 2022, le mandataire du groupement demandait le versement de la somme de 23 577, 40 € TTC correspondant selon elle aux sommes restant à verser au titre de la phase AVP. De plus, elle souhaitait que la Région valide la phase PRO du marché, estimant que les modifications demandées par le maître d'ouvrage étaient contraires aux stipulations contractuelles. Enfin, la société considérait que la Région avait résilié partiellement le marché en supprimant la prestation relative au prototypage, de sorte qu'une indemnisation correspondant à 5% du montant de la prestation lui était due soit 2 390 € HT.

En tout état de cause, le mandataire a, par le biais de son conseil, indiqué son souhait de résilier amiablement le marché.

La Région a répondu à ce courrier le 8 août 2022 et rejeté ces demandes. Cependant elle a répondu favorablement à la demande de résiliation amiable du marché.

C'est dans ce cadre que des discussions se sont engagées envers les parties en vue d'évaluer les sommes restant à payer dans le cadre du marché et des modalités de résiliation amiable de celui-ci. Le mandataire a en parallèle introduit un recours contentieux devant le tribunal administratif afin de préserver ses droits.

Ces discussions ont permis de parvenir à un accord amiable entériné par le présent protocole d'accord transactionnel qui prévoit que la Région Ile-de-France accepte d'indemniser la société Studio Isabelle DAËRON à hauteur de 623, 80 € TTC au titre de la résiliation amiable du marché et de lui verser la somme de 6 496, 40 € TTC correspondant au solde dû au titre du marché. Au total, le protocole prévoit le versement de la somme de 7 120, 20 € TTC à la société.

En contrepartie, la société Studio Isabelle DAËRON renonce à maintenir sa demande de rémunération et d'indemnisation et s'engage à se désister de son recours contentieux actuellement pendant devant le tribunal administratif.

Il est ainsi proposé d'autoriser la signature du protocole d'accord transactionnel joint en annexe 1 à

la présente délibération ayant pour objet de clôturer le litige entre les parties et de mettre fin au marché.

2. Protocoles d'accord transactionnels avec les sociétés BC.N et CESA

Par délibération n° CP 13-155 du 23 janvier 2013, la Région a voté le lancement de l'opération de restructuration de la demi-pension du lycée Van Gogh à Aubergenville (78) et en a confié mandat à la société ICADE PROMOTION.

Dans ce cadre, les marchés de travaux n°1700268R1-01 et 1700268R1-03 ont été notifiés respectivement aux sociétés BC.N et CESA le 12 juillet 2019.

La durée d'exécution des marchés était fixée initialement à 12 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux soit le 12 juillet 2019. La réception des travaux a été prononcée le 27 août 2021 en raison de travaux supplémentaires, d'aléas de chantier et des retards causés par la crise sanitaire subie en 2020.

Considérant l'allongement de la durée de chantier s'élevant à 13 mois, les sociétés BC.N et CESA ont estimé avoir subi un préjudice et ont transmis une réclamation à la Région portant sur l'intégration de travaux supplémentaires à leur marché et le coût d'immobilisation de leurs équipes au motif de l'allongement de la durée de chantier.

Après concertation entre les parties, il a été convenu de régler ces litiges à l'amiable via la signature d'un protocole transactionnel avec chaque demandeur. A l'appui de l'analyse du maître d'œuvre et de son mandataire, la Région a pris en considération les justificatifs produits par les sociétés et a accepté de valoriser uniquement les délais complémentaires liés aux travaux exogènes au chantier.

Après négociation entre les parties,

-la société BC.N consent à diminuer sa réclamation, initialement estimée à 850 339,78 € HT, au montant de 221 912,29 € HT ;

-la société CESA consent à diminuer sa réclamation, initialement estimée à 205 067,19 € HT, au montant de 127 000,00 € HT.

Il est ainsi proposé d'autoriser la signature des protocoles d'accord transactionnels joints en annexes 2 et 3 à la présente délibération afin de clôturer financièrement les marchés précités.

3. Affectations au titre de l'exécution des opérations relevant du Plan d'urgence pour les lycées franciliens

Il est soumis à la commission permanente l'affectation d'autorisations de programme au titre des travaux dans les EPLE conformément à l'annexe 4 à la présente délibération :

- des autorisations de programme complémentaires à hauteur de **2 000 000 €** pour la construction du lycée neuf à Vincennes (94) ; **332 000 €** pour la restructuration d'ensemble et l'extension du lycée Gabriel Péri à Champigny sur Marne (94) ; **1 400 000 €** pour la restructuration globale du lycée Eugène Ronceray à Bezons (95) ; **6 700 000 €** pour l'extension du lycée Camille Claudel à Mantes-la-Ville (78) ; **2 300 000 €** pour la reconstruction du lycée Marcel Cachin à Saint Ouen sur Seine (93) ; **12 000 000 €** pour la rénovation globale du lycée Pierre de Coubertin à Meaux (77) ; **500 000 €** pour la rénovation du bâtiment Léonard de Vinci à Cachan (94) ;

Soit un montant d'autorisations de programme sur le budget 2023, à hauteur de :

-8 700 000 € sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les

lycées publics » (122001), action « Construction des lycées neufs » (12200103) ;
-16 532 000 € sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) ;

4. Convention de financement avec la Fondation du patrimoine pour la restauration de la bibliothèque des pères jésuites du lycée Charlemagne à Paris 4^{ème} arr.

Par les délibérations n° CP 2010-767 du 17 novembre 2010, n° CP 2020-396 du 23 septembre 2020, n° CP 2022-032 du 28 janvier 2022 et n° CP 2022-209 du 20 mai 2022, la Région a voté la restauration de la bibliothèque du lycée Charlemagne à Paris, site classé au titre des monuments historiques pour un budget estimé à 3 741 000 €.

Le projet bénéficie du soutien financier de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île-de-France (DRAC IDF) et de la Fondation du patrimoine via son mécénat avec la Fondation GECINA. Une souscription publique a également été ouverte le 13 juillet 2022 afin de recueillir des dons privés pour la restauration de la fresque peinte par Giovanni Gherardini.

Il est proposé au présent rapport d'autoriser la signature d'une convention de financement en annexe 5 à la présente délibération, et ce à la suite de la décision de la Fondation du patrimoine d'accorder un soutien financier au projet sur ses fonds propres à hauteur de 1 566 €.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS : DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR TOUS D'ICI 2027 - 7ÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 1ER RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 – Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

VU la délibération n° CP 2010-767 du 17 novembre 2010 relative à la mise en œuvre du programme prévisionnel d'investissement (PPI) et du programme prévisionnel de rénovation (PPR) des lycées du budget 2020 – nouvelles opérations ;

VU la délibération n° CR 106-12 du 22 novembre 2012 relative au programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 ;

VU la délibération n° CP 13-155 du 23 janvier 2013 « Objectif réussite, le lycée de demain s'invente aujourd'hui – programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 première année de mise en œuvre » ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU la délibération n° CR 83-16 du 19 mai 2016 « Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins » ;

VU la délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et renovés pour tous d'ici 2027 ;

VU la délibération n° CP 2020-349 du 23 septembre 2020 relative aux travaux dans les EPLE – 5^{ème} rapport de l'année 2020 – Budget 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-396 du 23 septembre 2020 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 4^{ème} année de mise en œuvre – 5^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CR 2021-012 du 4 février 2021 relative à la revoyure du plan d'urgence pour les lycées franciliens ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2022-032 du 28 janvier 2022 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 6^{ème} année de mise en œuvre – 1^{er} rapport ;

VU la délibération n° CP 2022-209 du 20 mai 2022 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 6^{ème} année de mise en œuvre – 3^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des lycées ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-048 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le protocole d'accord transactionnel avec la société Studio Isabelle DAËRON en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer ;

Article 2 :

Approuve le protocole d'accord transactionnel avec la société BC.N en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer ;

Article 3 :

Approuve le protocole d'accord transactionnel avec la société CESA en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer ;

Article 4 :

Affecte un montant d'autorisation de programme provisionnelle de 8 700 000 € sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Construction des lycées neufs » (12200103) du budget 2023 pour les opérations visées à l'annexe 4 à la présente délibération ;

Article 5 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 16 532 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) du budget 2023 pour les opérations visées à l'annexe 4 à la présente délibération ;

Article 6 :

Approuve la convention de financement avec la Fondation du patrimoine en annexe 5 à la présente délibération pour la restauration de la bibliothèque des pères jésuites au lycée Charlemagne à Paris et autorise la présidente du conseil régional à la signer ;

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Protocole d'accord transactionnel avec le Studio Isabelle DAERON

CP 2023-048

Plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici
2027 - 7ème année de mise en œuvre - 1er rapport

Annexe 1 : Protocole d'accord transactionnel avec le Studio Isabelle DAERON
à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

Annexe 2 : Protocole d'accord transactionnel avec la société BC.N

CP 2023-048

Plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici
2027 - 7ème année de mise en œuvre - 1er rapport

Annexe 2 : Protocole d'accord transactionnel avec la société BC.N
à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

Annexe 3 : Protocole d'accord transactionnel avec la société CESA

CP 2023-048

Plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici
2027 - 7ème année de mise en œuvre - 1er rapport

Annexe 3 : Protocole d'accord transactionnel avec la société CESA
à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

Annexe 4 : Récapitulatif des affectations

Action	Numéro de rapport	Dossier - Code	Dossier	Type de décision	Montant proposé de la décision	Type d'opération - Code	Année de l'enveloppe	Code de l'enveloppe	Chapitre	Fonction	Programme	Action
TOTAL					25 232 000,00							
12200103 - Construction des lycées neufs	CP2023-048	D1300165	78 MANTES LA VILLE LYCEE CLAUDEL EXTENSION CAPACITE	Affectation	6 700 000,00	OPPJ	2 023	HP222-001	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200103 - Construction des lycées neufs
12200103 - Construction des lycées neufs	CP2023-048	D1800518	94 VINCENNES LYCEE NEUF	Affectation	2 000 000,00	OPPJ	2 023	HP222-001	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200103 - Construction des lycées neufs
12200103 - Construction des lycées neufs				Sous-total	8 700 000,00							
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2023-048	D1400155	95 BEZONS LYC EUGENE RONCERAY RENOVATION GLOBALE	Affectation	1 400 000,00	OPPJ	2 023	HP222-001	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2023-048	D1700104	94 CHAMPIGNY LYC GABRIEL PERI RESTRUCTURATION EXTENSION	Affectation	332 000,00	OPPJ	2 023	HP222-001	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2023-048	D1700226	MGP - 93 SAINT OUEN LYC MARCEL CACHIN RENOVATION GLOBALE - RECONSTRUCTION	Affectation	2 300 000,00	OPPJ	2 023	HP222-001	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2023-048	D1800519	94 CACHAN LYCEE LEONARD DE VINCI	Affectation	500 000,00	OPPJ	2 023	HP222-001	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2023-048	D1900410	P. COUBERTIN 77 RENOV LYCEE ET EXTENSION DE LA DP	Affectation	12 000 000,00	OPPJ	2 023	HP222-001	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics				Sous-total	16 532 000,00							

Annexe 5 : Convention de financement avec la Fondation du patrimoine

CONVENTION DE FINANCEMENT

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La FONDATION DU PATRIMOINE, ayant son siège social au 153 bis avenue Charles de Gaulle, Neuilly sur Seine (92200) et représentée par son Délégué Régional Île-de-France, M. Hervé LANCELOT, dûment habilité aux fins des présentes,

CI-APRES DENOMMEE LA FONDATION DU PATRIMOINE ;

D'une part,

Et

La REGION ÎLE-DE-FRANCE, sise 2 rue Simone Veil, Saint-Ouen-sur-Seine (93400) et représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE, dûment habilitée par la délibération de la commission permanente n° CP 2023-048 du 25 janvier 2023 aux fins des présentes,

CI-APRES DENOMMEE « LE MAITRE D'OUVRAGE » ;

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de régir l'aide financière apportée par LA FONDATION DU PATRIMOINE au MAITRE D'OUVRAGE pour la mise en œuvre du projet de sauvegarde de la BIBLIOTHEQUE DU LYCEE CHARLEMAGNE.

La région Île-de-France a confié la maîtrise d'ouvrage de cette opération à la société SAERP, devenue Île-de-France Construction Durable (IDF CD), ci-après dénommée « LE MANDATAIRE », par délibération de la commission permanente n° CP 2010-767 datée du 17 novembre 2010.

ARTICLE 2 : FINANCEMENT APORTE PAR LA FONDATION DU PATRIMOINE

La FONDATION DU PATRIMOINE s'engage à accorder au MAITRE D'OUVRAGE une aide financière de 1 566.00 €, soit 0,082% d'une dépense hors taxe de 1 909 622,51 € relative aux travaux de restauration de la bibliothèque.

L'aide financière apportée par la FONDATION DU PATRIMOINE est versée dans la limite de la part restant à la charge du MAITRE D'OUVRAGE en fin d'opération. Son versement est donc subordonné à la

production d'un plan de financement (avec échéancier) et des accords exprès de financement des autres partenaires dans la réalisation de l'opération.

L'aide financière apportée par la FONDATION DU PATRIMOINE ne sera pas revue en cas de dépassement du budget prévisionnel de l'opération.

Le taux de l'aide financière mentionné au premier alinéa pourra être appliqué au coût réel de l'opération dans l'hypothèse où celui-ci s'avérerait inférieur à l'estimation initiale.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIERE DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

L'aide financière globale de la FONDATION DU PATRIMOINE est versée au compte du MAITRE D'OUVRAGE selon les modalités suivantes :

Un acompte de 30% est versé sur présentation de l'ordre de service de démarrage des travaux notifiée aux entreprises et de la première demande d'avance certifiée par le comptable public correspondant aux dépenses réglées par le mandataire pour le compte du MAITRE D'OUVRAGE (production d'un état détaillé des engagements comptables et des factures acquittées le cas échéant).

Le solde est attribué à la fin des travaux sur présentation :

- de l'ensemble des demandes de versement d'avances certifiées par le comptable public correspondant aux dépenses réglées par le mandataire pour le compte du MAITRE D'OUVRAGE (production d'un état détaillé des engagements comptables et des factures acquittées le cas échéant) ;
- du plan de financement définitif de l'opération ;
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du projet réalisé, avec les crédits photographiques associés.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention de financement prend effet à la date de sa signature. Elle prend fin dès lors que les travaux soutenus par la FONDATION DU PATRIMOINE sont réalisés.

ARTICLE 5 : REALISATION DU PROGRAMME

Le MAITRE D'OUVRAGE devra apporter la preuve que l'opération a reçu un début d'exécution (courrier de notification des marchés ou ordre de service de démarrage des travaux) dans les six mois qui suivront la signature de la présente convention. Toute prolongation de ce délai devra faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la FONDATION DU PATRIMOINE.

A défaut de demande écrite et motivée du MAITRE D'OUVRAGE dans le mois qui suit un courrier de la FONDATION DU PATRIMOINE, ou si la FONDATION DU PATRIMOINE rejette la demande qui lui est présentée, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

Toute modification ou nouvelle orientation des travaux, motifs de la présente convention, doit faire l'objet d'une déclaration de la part du MAITRE D'OUVRAGE et d'une approbation préalable de la FONDATION DU PATRIMOINE. Si les modifications envisagées sont validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, elles donnent lieu à la rédaction d'un avenant à la présente convention. Si les modifications envisagées par le MAITRE D'OUVRAGE ne sont pas validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à informer le public par les moyens les plus appropriés de l'aide apportée par la FONDATION DU PATRIMOINE à la réalisation de l'opération et à apposer sur l'édifice restauré la plaque de la FONDATION DU PATRIMOINE.

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à informer chaque semestre la FONDATION DU PATRIMOINE de l'état d'avancement du projet susmentionné.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Les actions de communication mises en œuvre autour de l'opération soutenue dans le cadre de la présente convention sont déterminées conjointement par le MAITRE D'OUVRAGE et la FONDATION DU PATRIMOINE.

Les parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective. A cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une ou l'autre des parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessus doit être précédée de l'obtention d'un « bon pour accord ».

ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION

Le non-respect des engagements consignés dans cette convention est susceptible d'entraîner la résiliation de celle-ci et la notification à la Région Île-de-France d'un ordre de reversement des sommes perçues au titre de l'aide financière prévue au MAITRE D'OUVRAGE.

ARTICLE 9 : AUTORISATION – CESSION DES DROITS DES PHOTOGRAPHIES

Le MAITRE D'OUVRAGE cède à la FONDATION DU PATRIMOINE, gracieusement et irrévocablement, ses droits patrimoniaux d'auteur, sur toutes les photographies relatives au projet soutenu, pour toute la durée légale de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier, et ce, sans limitation du nombre d'exemplaires, de tirages, de diffusion, de rediffusion ou d'utilisation.

Cette cession est réalisée dans le cadre exclusif des campagnes d'information, de sensibilisation et de communication pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine réalisées par les parties à la présente convention. Cette cession inclut notamment les droits d'exploitation, de reproduction, de diffusion, de représentation, d'adaptation et de transformation des photographies du projet soutenu par la présente convention.

Le MAITRE D'OUVRAGE garantit qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur patrimoniaux afférents auxdites photographies et qu'il a obtenu, le cas échéant, les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation à la FONDATION DU PATRIMOINE.

ARTICLE 10 : MODIFICATION

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant ayant reçu l'accord des deux parties.

ARTICLE 11 : RESPONSABILITE

La responsabilité de la FONDATION DU PATRIMOINE ne pourra être engagée pour tout accident, sinistre ou litige intervenant dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération qui fait l'objet de la présente convention.

Le MAITRE D'OUVRAGE prendra toutes les assurances et garanties nécessaires à la couverture des risques relatifs à l'opération.

ARTICLE 12 : RESILIATION

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations ou clauses prévues à la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit, après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai de 15 jours.

En cas de résiliation, la FONDATION DU PATRIMOINE se réserve le droit de verser partialement ou en totalité, l'aide financière au MAITRE D'OUVRAGE selon les modalités de l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 13 : LITIGES ET LEURS REGLEMENTS

Les parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Toute litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai de trois mois, à compter de sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception, fait l'objet d'une tentative de médiation conventionnelle avant d'être soumis aux juridictions compétentes.

ARTICLE 14 : OBLIGATION EN MATIERE D'ETHIQUE

Le MAITRE D'OUVRAGE, bénéficiaire de l'aide financière, s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise d'illégalité d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

Fait en deux exemplaires originaux à , le

Pour la FONDATION DU PATRIMOINE

Pour le MAITRE D'OUVRAGE

Le Délégué Régional d'Île-de-France

Par délégation
La Directrice générale adjointe
en charge du Pôle Lycées
de la Région Île-de-France

M. Hervé LANCELOT

Mme Anne-Claire NERON